

**Après les incidents survenus à Craon,
la FSU 93 tient à réaffirmer sa totale opposition aux ERS.**

**La FSU 93 exige des moyens « sur place », dans le 93,
pour assurer la réussite de tous les élèves.**

Une orientation politique :

Les ERS s'inscrivent dans la politique de démolition des services publics en général, et du service public d'éducation au service de tous les enfants de ce pays. Cette politique s'inscrit dans un ensemble de régressions qui touchent l'accès à l'emploi, au logement, à la protection sociale, et à la sécurité.

Les conséquences de plusieurs années d'exclusion sociale d'une partie des habitants des quartiers de Seine Saint Denis sont extrêmement difficiles à vivre pour une majorité de la population. Absence d'emploi pour les parents, réduction de l'offre d'école pour les enfants, services publics réduits à leur plus simple expression, développement des phénomènes liés à « l'économie parallèle »

A la population légitimement inquiète de la réelle montée de phénomènes de violence, et aux enseignants démunis devant les comportements de certains de leurs élèves, le gouvernement impose le tri social et l'exclusion, il monte en épingle la violence scolaire, il renforce la stigmatisation des plus pauvres. Dans le même temps, au lieu de lutter contre les inégalités sociales sources d'échec scolaire, le gouvernement supprime méthodiquement des milliers de postes et pose comme une fatalité le décrochage des jeunes des milieux populaires.

Une mesure unanimement dénoncée :

Les ERS ont été annoncés le 5 mai lors d'une conférence de presse à l'Élysée sur les violences scolaires (en même temps que la suppression des allocations familiales pour absentéisme), officialisés par une circulaire au Bulletin Officiel du 15 juillet pour une ouverture en cette rentrée scolaire. C'est dire la précipitation et l'absence de préparation !

Ils ont soulevés une vague de réprobation quasi unanime de tous les acteurs du milieu éducatif. Que ce soit la FSU : « *Au lieu de renforcer les moyens des collèges pour mieux prendre en charge ces élèves, on fait le choix de les mettre à l'écart avec une éducation au rabais : une politique de discrimination et d'affichage sécuritaire qui ne résoudra rien* », les parents d'élèves de la FCPE « *Cette mise au ban de l'école dès 13 ans est évidemment très inquiétante pour l'avenir des jeunes. On a connu ces structures ségrégatives destinées aux "fortes têtes". Des colonies scolaires aux maisons de redressement ce n'est pas par hasard qu'elles ont disparu* » et jusqu'aux chefs d'établissements du très conservateur SNPDEN : « *On les met à l'écart, on crée un milieu à risques, et l'histoire montre qu'il n'y a eu que des échecs en la matière* », rien n'y a fait.

Une absence totale de concertation :

Alors que le département de la Seine Saint Denis était régulièrement cité comme amené à « bénéficier » de ces structures, la FSU 93 n'a pu obtenir aucune information fiable de la part de l'Inspecteur d'Académie, pourtant interrogé à plusieurs reprises, avant les annonces faites dans la presse.

A Craon, lors du conseil municipal du 10 septembre, des élus ont alerté sur l'impréparation. Après avoir dit qu'il était « *nécessaire d'aider ces jeunes* », une élue « *émet des doutes sur l'investissement durable de ce projet et sur le niveau des encadrants (emplois précaires, bénévoles service civique)* » et termine par ces mots : « *Les moyens nécessaires à la réussite de ce projet ne sont pas réunis* », en regrettant « *le climat dans lequel arrivent ces enfants : personne n'est prêt à les accueillir* ».

Quant aux personnels du collège de Craon, c'est le jour de la prérentrée que le projet leur a été imposé !

Une leçon à tirer : suppression immédiate des ERS

Comme l'ont immédiatement dit les personnels de la Protection Judiciaire de la jeunesse dans le communiqué du SNPES – FSU : Les incidents qui se sont déroulés étaient prévisibles. Stigmatisés comme des élèves perturbateurs et désignés comme potentiellement dangereux, multi exclus, éloignés de leur milieu familial, relégués dans une structure dispensant une scolarité réduite au minimum et centrée sur les règles disciplinaires, qui pouvait penser, si ce n'est un gouvernement spécialisé dans les réponses simplistes, que ces adolescents allaient s'adapter docilement à cette violente mise à l'écart ? Combien de fois faudra-t-il répéter que regrouper des adolescents aux problématiques similaires, dans un même lieu et à l'écart de tous les dispositifs de droit commun ne peut que générer des violences ? Les élèves en situation d'échec scolaire doivent bénéficier, au contraire, d'une politique éducative autrement plus ambitieuse et les suppressions massives de postes à l'Education Nationale comme dans l'éducation spécialisée ne vont pas dans ce sens. En lieu et place d'une telle politique, l'inspection académique de Seine St Denis promet des réajustements à l'ERS de Craon dont on peut craindre qu'ils n'aillent vers un renforcement de la stigmatisation et de la mise à l'écart de ces jeunes. Le SNPES-PJJ/FSU réaffirme que c'est l'existence même des ERS qu'il faut remettre en cause, faute de quoi de nouvelles violences sont à redouter ainsi qu'une dégradation de la situation de ces jeunes en échec scolaire.

Les solutions à un tel problème de société ne peuvent pas être limitées à des replâtrages façonnés par l'Education nationale seule. Il faut créer de l'emploi, de l'espoir social qui redonne du sens aux existences, aux projets individuels, à l'envie d'apprendre.

Pour les établissements scolaires des villes confrontées aux phénomènes grandissant de violences, faute d'espoirs « d'une existence normale », il faut un véritable plan de relance avec des créations d'emplois en masse pour diminuer les effectifs, régler le problème du remplacement, trouver des possibilités de créer temporairement des groupes de besoins, avoir le temps de se concerter, et

surtout de se former... Les ERS sont une réponse de type ségrégatif et produisent les effets que l'on pouvait craindre : explosion de violence d'un côté et rejet de l'autre...

La FSU 93 est d'autant plus indignée, que les incidents survenus à Craon, résultat de mesures simplistes et démagogiques, mettent non seulement la communauté scolaire en danger mais stigmatisent une nouvelle fois l'ensemble des jeunes de Seine Saint Denis, alors que l'immense majorité aspire à la sérénité, la vie normale et la réussite.